



Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.

Présentation de l'étude sur les écarts salariaux 2023 d'Unia à l'occasion de l'action publique « Tout devient plus cher : nous tournons la roue de l'infortune ! »

Berne, le 30 août 2023

Intervention de Magnus Meister

Économiste du syndicat Unia

Depuis la crise des marchés financiers de 2008 et la victoire de l'initiative « contre les rémunérations abusives », la critique publique contre les salaires excessifs des managers ne faiblit pas. Pourtant, les cadres supérieurs des plus grandes entreprises suisses continuent de percevoir des revenus astronomiques. À une époque où les autres employé-e-s connaissent une baisse drastique de leurs salaires réels, ce constat de l'étude d'Unia sur les écarts salariaux est particulièrement explosif.

En 2022, l'écart salarial dans les 37 groupes étudiés était en moyenne de 1:139. En d'autres termes : une employée avec le salaire moyen le plus bas devrait travailler à plein temps pendant plus de 11 ans et demi pour recevoir un seul salaire des plus hauts salaires mensuels ! Ou inversement : un cadre supérieur moyen gagne plus en un an qu'une femme à bas salaire en trois vies.

Les écarts de salaire sont particulièrement importants dans les banques. Le CEO d'UBS Ralph Hammer bat tous les records, avec un rapport de 243 à 1. On trouve également des écarts de salaire extrêmes dans les entreprises de l'industrie horlogère et alimentaire ainsi que dans celle des machines et des technologies de l'information. Les salaires sont également très inégaux dans les entreprises pharmaceutiques comme Novartis, où le patron Vas Narasimhan gagne 190 fois plus que le salaire le plus bas, bien que 8'000 postes aient été supprimés. Et bien sûr chez Roche, avec un écart salarial record de 307 à 1.

Alors que les employé-e-s ordinaires ont dû accepter de fortes baisses de salaire réel ces dernières années, la compensation du renchérissement n'est apparemment pas un problème pour les cadres supérieurs des entreprises étudiées : la part de leur salaire fixe a augmenté l'année dernière selon presque autant que l'inflation. Comme Vania Alleva le montrera plus tard, cela contraste fortement avec la réalité de la vie des employé-e-s ordinaires, pour qui cette répartition des salaires n'est pas seulement injuste, irritante ou révoltante : elle détériore de plus en plus la qualité de vie.

Tout cela montre clairement que les bénéfices croissants des entreprises - en moyenne 25% plus élevés qu'en 2018 - ne conduisent en aucun cas à une répartition plus équitable, ni dans les entreprises elles-mêmes, ni dans l'ensemble de la société. Les entreprises réalisent en effet une partie de leurs bénéfices croissants grâce à des hausses de prix excessives. Cela alimente l'inflation et la perte de pouvoir d'achat de la population.

La maximisation effrénée des profits, les salaires exorbitants des managers et l'enrichissement massif des actionnaires - tout cela va de pair. Les distributions colossales de dividendes et les rachats d'actions ont encore augmenté par rapport à 2018, c'est-à-dire avant la pandémie, soit de pas moins de 30 pourcents. Ainsi, les actionnaires des 37 grands groupes étudiés se sont mis 76 milliards de francs dans les poches l'an dernier. Cela correspond à peu près aux recettes ordinaires de la Confédération.

Les entreprises ont profité de la pandémie de Covid, des problèmes de la chaîne d'approvisionnement, de l'inflation et de la guerre en Ukraine pour augmenter les salaires des managers et les distributions de capital aux actionnaires. C'est l'un des côtés de la médaille, le côté chocolat pour ainsi dire. De l'autre côté, le côté amer, se trouvent les simples employé-e-s. Ils paient avec des pertes de salaire réel. C'est à eux que s'adressent les entreprises lorsqu'elles parlent de "risques" et de "crise".

Cette redistribution massive du bas vers le haut doit cesser. Mais cela ne se fera pas tout seul, il faut pour cela une pression collective, sur les lieux de travail et dans l'opinion publique. Et c'est la raison pour laquelle il vaut la peine de participer à la manifestation syndicale du 16 septembre pour le pouvoir d'achat, au sens propre du terme.